

# Au 60e anniversaire

## Une absence qui en dit long

Jeudi soir, le maire de Paris et le président de la République, dans leurs discours si semblables pour le 60e anniversaire de la libération de Paris, ont confirmé que la libération du territoire en 1944 – couramment dénommée « la Libération » – était inextricablement mêlée à une révolution, jamais nommée pourtant, d'où est issue la France d'aujourd'hui : la Révolution française de 1943-1946.

Mêlée à la libération du territoire, il y eut en outre une révolution qui imposait ses « valeurs » et qui s'en vante encore. Extraordinaire

taire (et victime) du mensonge révolutionnaire camouflant les réalités de 1942-1944. Ce ne sont pas « plusieurs », ce sont quasiment tous les évêques français qui sont alors « pétainistes ». Et ce ne sont pas seulement « quelques » grandes figures qui s'élèvent contre la déportation des juifs, mais quasiment tous les évêques français qui condamnent et contrecarrent activement toutes les déportations.

Et puisque *La Croix* a mentionné la « grande figure » du cardinal Saliège, qui en août 1942 avait publié son célèbre mandement : « *Les juifs*

## Communiqué de Jean-Marie Le Pen

« Il est sain et légitime de fêter l'anniversaire de la libération de Paris. Mais il est indécent et inadmissible de privilégier, dans l'hommage aux libérateurs, des dirigeants communistes dont le dessein n'était de libérer la France du joug nazi que pour la faire tomber sous le joug bolchevique, et alors que l'URSS fut jusqu'en 1941 l'alliée de l'Allemagne nazie.

« Honorer comme libérateurs ceux qui combattaient pour remplacer un totalitarisme par un autre (...) est une insulte à la mémoire nationale. »

paradoxe, supporté aveuglement depuis soixante ans : ces « valeurs » sont les valeurs « républicaines » de « liberté-égalité-fraternité », jointes à leur régime parlementaire, qui avaient conduit la France au plus grand désastre de son histoire, celui de 1940, ayant entraîné la perte, apparemment définitive, de son Empire, de son rang dans le monde, et de son sentiment national qui ne survit guère plus que dans les compétitions sportives.

Le paradoxe trompeur a été imposé depuis soixante ans (donc à deux générations successives) par l'impérieuse domination médiatique de la version stalinienne de la

sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux », rappelons donc qu'en septembre 1942, il avait publié aussi un communiqué de mise au point : « *L'archevêque de Toulouse n'oublie pas la condamnation du communisme par l'Eglise. Il affirme à nouveau son parfait loyalisme à l'égard du Maréchal et du pouvoir du pays. L'affirmation d'un principe chrétien n'a jamais impliqué la négation d'un autre principe chrétien.* » Ce communiqué-là n'est jamais cité. Lui aussi peut constituer un indice fulgurant, laissant entrevoir que les choses ne se sont point passées en 1942-1944 comme on les raconte dans l'édu-

# PRÉSENT

NUMÉRO 5651

VENDREDI 27 AOÛT 2004

1,50 €

Antilles-Réunion 2 € • Tahiti - Nouvelle Calédonie 290 FP

www.present.fr ou www.presentquotidien.com

## ALGÉRIE FRANÇAISE

# Les patriotes chantent Pouille à "Var Matin"

Dans *Présent* du 20 août dernier, Pierre Malpougé a décrit l'article d'un certain Jordan Pouille qui, dans *Var Matin*, a relaté à sa façon la veillée du souvenir organisée à Saint-Raphaël par le Cercle algérien et l'Association de soutien à l'armée française. Une veillée pour commémorer l'armée d'Afrique et le débarquement de Provence. Une cérémonie émouvante et digne devenue, sous la plume du journaliste de *Var Matin*, une manifestation de « revanchards ».

Nous avons fait écho aux réactions outrées d'Yves Sainsot, président de l'ANFANOMA, et de Philippe de Beauregard, secrétaire départemental FN du Var. Depuis, c'est une avalanche de lettres qui est arrivée à *Var Matin*. Pour chanter... Pouille à ce quotidien qui n'en est pas à ses premières mauvaises manières à l'égard de la communauté Algérie française.

Marc Terru, président du Cercle algérien de Draguignan, présent du début à la fin de la veillée, relève notamment cette phrase de Pouille : « Ainsi se termine la commémoration du débarquement en cours de laquelle aucune référence au géné-

n'étaient pas à la gloire dudit De Gaulle... » Comment un journaliste, professionnel et doté d'un appareil auditif correct, peut-il écrire sans honte : « *Aucune référence au général de Gaulle* » ? Poser la question c'est y répondre ! » écrit Marc Terru.

Autre réaction – très motivée –, celle de Robert Saucourt, président de l'Association pour la mémoire de l'Empire français, qui écrit notamment au directeur de *Var Matin* :

« J'étais présent à cette veillée (...), assis au 2e rang des invités, à côté de la chorale et derrière les élus. Et à ce titre je tiens à rétablir quelques vérités quant aux propos de votre "journaliste" (...). Les élus du FN présents sont restés silencieux et dignes et je ne vois pas pourquoi leur présence gênait car nulle part, sur les invitations, il n'était précisé que seuls les élus de la majorité ou de l'opposition parlementaire étaient les invités de cette veillée. Pour votre information, je tiens à vous préciser que je ne suis pas adhérent au FN. Je n'ai à aucun moment vu de jeunes frontistes distribuer des tracts, mais quelques jeunes gens donner des

surtout entendu des pieds-noirs, outrés par la venue de Bouteflika à Toulon, reprenant en chœur les chansons de monsieur Gavino, chanteur pied-noir et non pas "identitaire". »

Même réaction indignée de la part de Jean-Paul Selles, président de l'Union nationale des Français d'Afrique du Nord (UNFAN), qui a adressé à *Var Matin* le droit de réponse suivant :

« 1. L'UNFAN ayant participé et assisté le 16 août à la cérémonie "Hommage à l'armée d'Afrique", avec ses nombreux adhérents venus de plusieurs départements, s'étonne du reportage paru le 18 août 2004 sous la plume de Jordan Pouille et des fausses informations reproduites. L'UNFAN, étant apolitique, n'admet pas qu'il soit reproché la présence d'élus qu'ils soient FN ou autre étiquette, venus en simples citoyens et ce en parfaite application de la Constitution de 1958 (art. 1). Le journaliste a donc pris une position discriminatoire.

« 2. M. Pouille a confondu le service d'ordre (ASAF) et une "jeunesse du FN" absente ! Quant aux cris "entendus" par lui ("Résistance"),

tique de la version stalinienne de la Seconde Guerre mondiale et de tous les mensonges qui en découlent, faussant par la base toute tentative de juste appréciation critique.

Quelques indices fulgurants peuvent néanmoins traverser un instant l'épais brouillard du mensonge historique et donner à penser.

Indice fulgurant, en effet, la disparition progressive de Georges Bidault : il est maintenant tout à fait absent dans l'historiographie et l'iconographie courantes. Successeur de Jean Moulin à la présidence du Conseil national de la Résistance, il a disparu même des photographies qui le montraient descendant les Champs-Élysées, en 1944, aux côtés du général de Gaulle. La Révolution française de 1943-1946 épure rétrospectivement ses propres images, comme le fit la révolution stalinienne en URSS. Ce n'est pas un oubli accidentel survenu pour la première fois en août 2004. Le *Bulletin des amis de Georges Bidault*, dans son numéro de juin dernier, donne tous les détails sur « l'entreprise visant à expulser Georges Bidault de l'histoire », entreprise qui « ne date pas d'hier ni même d'avant-hier ». L'adresse des « Amis de Georges Bidault » est « chez M. Bernard Billaud, 12 rue des Jardins Saint-Paul, 75004 Paris ».

Autre indice fulgurant, à propos de Claire Lesegretain écrivant dans *La Croix* de mercredi :

« Les semaines et les mois suivant la Libération allaient voir s'opposer les Résistants à la hiérarchie catholique en France. Malgré quelques grandes figures – telles celles du cardinal Saliège à Toulouse, de Mgr Paul Rémond à Nice ou de Mgr Théas à Montauban – qui s'élevèrent vigoureusement contre les déportations des juifs, l'image de l'épiscopat français restera un temps ternie par plusieurs évêques pétaïnistes. »

Je suppose volontiers que Claire Lesegretain est innocemment tribu-

se sont point passées en 1942-1944 comme on les raconte dans l'« éducation nationale » et dans les célébrations officielles issues de la Révolution.

JEAN MADIRAN

## « Mon pays c'est la France ». Battisti écrit à la presse...

Après s'être soustrait à son contrôle judiciaire, l'ex-terroriste d'extrême gauche Cesare Battisti affirme, dans une lettre reçue mercredi par ses avocats, qu'il « reste en France ».

« Je ne quitterai pas la France, je ne saurais pas le faire, c'est mon pays et je n'en vois pas d'autre dans mon futur. Ma vérité est ici, beaucoup de citoyens français me l'ont confirmé », écrit Battisti.

Selon ses avocats, ce courrier a été posté à Paris le 19 août et son auteur, sous le coup d'une procédure d'extradition vers l'Italie pour quatre assassinats terroristes, leur a demandé de le rendre public. Mais ce courrier ne constitue pas la preuve formelle que Battisti se trouve toujours en France. Il a très bien pu être posté par un comparse, histoire de brouiller les pistes.

Dans sa lettre, Battisti explique : « Je me soustrais au contrôle judiciaire, donc, mais je reste en France, parce que c'est ici, avec l'aide de tous ceux qui encore croient en cette justice qui avait fait de la France le pays des Droits de l'Homme (1), que je continuerai à me battre afin que justice soit faite, et à l'Homme et à l'Histoire. » On le voit, Battisti ne se prend pas pour de la roupie de sansonnet : il s'identifie à l'Histoire contemporaine de l'Italie. L'Histoire avec un grand H, celle que les marxistes prétendaient achever, dont le fondateur des *Prolétaires armés pour le communisme* croyait sans doute, en tuant du bourgeois, aider à l'accouchement.

Battisti se lamente. « La cour d'appel de Paris, en se déclarant favorable à mon extradition, m'a condamné à la prison à vie en Italie. Le choc est énorme... »

Un mot tout de même sur les ex-terroristes d'extrême gauche condamnés à

laquelle aucune référence au général de Gaulle ne sera faite. »

Aucune référence à De Gaulle ? Il y en a eu des dizaines que Marc Terru rappelle avec précision ! Ce qui est sûr, c'est que ces références

de longues peines et emprisonnés en Italie. Ceux-ci passent leurs journées dehors, où, pour se réinsérer dans la société, ils sont des salariés comme tout un chacun. Certains sont même devenus commerçants ou chefs d'entreprise. D'autres encore enseignent ou exercent des professions libérales. Le soir, évidemment, il faut rentrer dormir à la prison. Et un week-end sur deux ils ont droit à une permission. La plupart de ces prisonniers politiques sont d'ailleurs mariés et pères ou mères de famille.

« Certes, passer ses nuits dans une cellule carcérale est une contrainte que personne ne leur envie. Mais une contrainte qui ne saccage pas entièrement leurs existences, comme eux ont irrémédiablement détruit celles de leurs victimes. Et par la même occasion la vie des proches de leurs victimes... Alors que Battisti cesse de nous faire pleurer avec sa perpétuité. Il y a sans doute, dans les bagnes communistes de Cuba ou d'ailleurs, des prisonniers qui seraient heureux de bénéficier de telles conditions.

### La doctrine Mitterrand

Toute cette affaire n'existerait pas chez nous sans ce qu'on a appelé la « doctrine Mitterrand ». En 1985, le président de la République, sans doute sous l'impulsion des éléments gauchistes qui l'entouraient, a pris l'engagement de ne pas extraditer les anciens terroristes d'extrême gauche réfugiés en France, à condition qu'ils rompent avec leur passé militant. Le bon sens aurait voulu que cette jurisprudence ne s'applique pas aux auteurs de crimes de sang, comme ceux qui sont imputés à Cesare Battisti. Mais la démagogie gauchiste battait alors son plein dans les al-

quelques jeunes gens donner des papiers de l'Association de soutien à l'armée française. Quant aux « chœurs » accompagnant Jean-Paul Gavino, seul votre journaliste semble les avoir entendus. Moi j'ai

lées du pouvoir et l'institution judiciaire. Vingt ans plus tard, dans un contexte de plus en plus européen, on s'aperçoit que cette jurisprudence était excessive. Excessivement démagogique.

Le ministre italien de la Justice, Roberto Castelli, a déclaré mercredi : « Les durées des procédures d'extradition sont conditionnées par le système de garanties prévues par les Etats démocratiques comme l'Italie et la France. Nous avons fait le maximum, dans le respect de toutes les normes. Mais, même si les procédures sont lentes, la justice suivra son cours de façon inexorable. »

Le ministre n'a pas donné d'autres précisions, mais il faisait référence à l'extradition d'anciens membres des Brigades rouges, une douzaine selon le *Corriere della Sera*, que Rome souhaiterait obtenir de Paris. Si chaque cas pose autant de problèmes que celui de Battisti, on peut dire que la « doctrine Mitterrand » a mis le gouvernement français dans un beau pétrin.

Mais entre nous, le ministre italien de la Justice paraît bien optimiste. On peut douter que le gouvernement français, qui n'a toujours pas fait délivrer de mandat d'arrêt contre Battisti, veuille vraiment l'extrader. Un gouvernement bien trop pusillanime pour entreprendre un bras de fer avec la gauche française et européenne. « Une gauche qui défend les assassins », disait hier Roberto Castelli. Une gauche qui défend surtout SES extrémistes assassins...

JEAN COCHET

(1) De l'homme de gauche, exclusivement. Même quand celui-ci assassine des hommes de droite...

« entendus » par lui (« Résistance »), tous les témoins les démentent (...).

« 3. La chorale n'a jamais refusé de chanter. Si elle a quitté l'assistance après sa prestation et avant la fin du tour du spectacle du chanteur Jean-Paul Gavino, c'était son droit le plus absolu, mais cela manquait de correction et de fair-play car étant inscrite dans un programme de fête. Il en est de même pour la conseillère « pied-noir » (!) qui, par ses propos rapportés, a montré son incohérence.

« 4. Il est à noter l'absence de commentaires concernant les dépôts de gerbes sur la stèle du grand ami de la France, le Bachaga Boualem et ce en présence d'un de ses fils.

« 5. Quant au message du général Sciard, il faudrait rectifier et mentionner que la première ville de France libérée n'était pas Alger (jamais occupée...) mais Ajaccio. »

Réaction encore – parmi de nombreuses autres – de Michel Lagrot du Cercle algérieniste d'Hyères qui écrit :

« Votre rédacteur de l'édition Saint-Raphaël-Fréjus a publié, sous le titre « La veillée du souvenir dégénère », une relation qui soulève notre indignation et, je crois pouvoir le dire, celle de tous les participants à la manifestation relatée par son caractère à la fois mensonger, diffamatoire et provocateur. Cette manifestation avait pour objet de faire pièce au scandale constitué aux yeux de tous les Français d'Algérie par la venue du président FLN aux cérémonies de commémoration du débarquement de Provence. Et du refus obstiné de rendre hommage au rôle de leurs pères dans cette épopée. Nul ne l'ignorait. Elle était ouverte à tous,

suite page 3

ALAIN SANDERS

Prix du numéro par abonnement postal : 1,20 €

## EUROPOL

Ca chôme pas chez Europol ! Dans la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, l'Office européen de police Europol, qui siège à La Haye, a enregistré en 2003 une forte hausse (40 %) de l'utilisation de ses services, passant de 3 400 cas en 2002 à 4 700 l'année dernière.

## FRANÇOIS HOLLANDE

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, s'est dit « favorable à l'adoption du traité constitutionnel » de l'Europe. Ce oui n'est « ni résigné ni aveugle, il est raisonné », a-t-il déclaré en précisant que « le PS fixera sa position en décembre ». Dans le même temps, plusieurs personnalités ont rejoint le Comité de la gauche pour le oui à la Constitution européenne mis en place début août par les socialistes Elisabeth Guigou et Bernard Kouchner. Parmi ces nouveaux venus : Gabriel Cohn-Bendit, Olivier Duhamel, Charles Fiterman, Christophe Girard, Catherine Lalumière et Lionel Stoleru.

## PRODUCTEURS DE LAIT

A l'appel de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Nord et du Pas-de-Calais, de l'Association des producteurs de lait de la région et des Jeunes Agriculteurs, une trentaine de producteurs de lait ont bloqué sans incident mercredi matin l'entrée de l'usine Nestlé de Cuinchy pour protester contre la baisse du prix du lait.

## MARAICHERS

Pour protester contre la « non-application » des accords visant à limiter les marges réalisées par la grande distribution, une cinquantaine de maraichers du Gard ont immobilisé mercredi des chariots (en dévissant les roues) dans deux supermarchés de Nîmes. Les producteurs du Gard entendent poursuivre leurs actions « tant que les accords du 17 juin qui prévoient une baisse des marges réalisées par ces derniers,

# Les patriotes chantent Pouille à "Var Matin"

y compris aux élus de tous bords dont on se demande au nom de quoi on les aurait refusés. Et il est parfaitement légitime qu'ils aient été placés aux places officielles, même si le principe de n'inviter personne en particulier était de mise. A cet égard, les propos attribués à Mme Favra dans votre article ont été démentis par elle...

« Il est parfaitement inexact que des tracts du FN aient été distribués. Comme il est inexact que la chorale ait quitté les lieux, "effrayée par la tournure des événements". Une vraie bouffonnerie puisque la chorale ne pouvait pas ne pas connaître les partitions de ce qu'elle aurait à chanter ! Quant au fait que l'Algérie française ait été "exacerbée" comme le dit l'article avec outrance, où serait le scandale ? C'est bien pour lui rendre hommage que nous étions là, tous en connaissance de cause. Et à qui le président de la République a-t-il rendu hommage en décorant l'Algérie de 1944, sinon à l'Algérie française ?

« Nous avons assisté à une cérémonie digne, suivie avec ferveur par une foule qui n'a en rien remarqué des "incidents" fabriqués par un journaliste malveillant. Nous en retenons cependant que, totalement oubliés dans vos nombreuses colonnes consacrées à ces commémorations empoisonnées, nous

avons droit sans retenue aux insultes et aux affabulations qu'on peut impunément aujourd'hui décerner aux pieds-noirs, race inférieure et diffamable à merci.

« Notre cercle n'était pas organisateur de cette cérémonie, mais il était présent, totalement solidaire du cercle de Saint-Raphaël-Fréjus et il partage son indignation devant votre article. Je pense que des excuses ou au moins des rectifications du piètre professionnel qui s'est permis cette abjection ne seraient pas de trop. »

« Pour finir, car on ne peut tout citer, la lettre d'un pied-noir de Fréjus, Jean-Yves Robert, au désormais fameux Pouille :

« Votre article de *Var Matin* du 18 août m'a vivement choqué car c'est un tissu de fausses informations. Permettez-moi de les reprendre, me limitant à trois points :

« 1. En gras : "La jeunesse Front national parmi la foule" et dans l'article : "Trois jeunes au brassard tricolore distribuent des tracts militants". Or, ces jeunes au brassard tricolore (ce qui semble vous choquer : eussiez-vous préféré qu'ils brandissent des drapeaux FLN ?) étaient des membres du service d'ordre de l'ASAF, et les tracts distribués concernaient cette association qui n'a rigoureusement rien à

voir avec le FN. Et s'il y avait des jeunes du FN - mais en quoi cela est-il répréhensible ? - ils n'ont pas manifesté, à moins de considérer que de crier "Résistance" soit un crime insupportable !

« 2. Les trois conseillers généraux du FN étaient effectivement là. Mais à titre privé. Pour rendre eux aussi hommage à l'armée d'Afrique, et c'est tout à leur honneur. S'ils ont pris place au premier rang parmi les officiels, c'est bien la moindre des choses pour des élus du peuple. Il semble sur ce point que vous ayez une singulière conception de la démocratie, car j'imagine que vous eussiez trouvé normal que des élus socialistes (par exemple) en fassent autant !

« 3. Enfin, vous expédiez le talentueux et formidable chanteur, Jean-Paul Gavino, d'un qualificatif méprisant : "chanteur identitaire" (quel crime !) alors qu'il chante le drapeau (quelle horreur !), les harkis, l'armée d'Afrique et j'en passe, toutes chansons patriotiques. Mais il semble que cela vous indiffère ou vous déplaît. Vous avez totalement occulté l'immense succès que les spectateurs lui ont réservé en reprenant ses refrains et en dansant avec lui pour le bouquet final. »

Voilà quelques éléments du dossier. Attendons de voir ce que *Var Matin*, quotidien d'une région où les pieds-noirs sont nombreux, va en faire...

ALAIN SANDERS

## A Toulon le 28 août

Dans le cadre de la commémoration du débarquement de Provence, l'Association des combattants de l'Union française (ACUF) déposera des gerbes au carrefour Général-Raoul-Salan à Toulon, le 28 août à 16 h. Une manifestation qui honorerait les 587 tués, disparus ou blessés du 6e RTS commandé par le colonel Salan qui libéra la ville le 26 août 1944.

Participeront à cette cérémonie : l'Association des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française (ADEP) ; l'Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française (ADIMAD) ; l'Association pour la mémoire de l'Empire français (AMEF) ; le Cercle national des rapatriés (CNR) ; les Amis de Raoul Salan ; le Souvenir des Français disparus en Algérie (SFDA) ; l'Association de défense des intérêts des anciens combattants harkis (ADIACHA) ; le Cercle national des combattants (CNC) ; l'Union nationale des parachutistes (UNP).

## Sarkozy : demain la croissance...

« L'économie française va mieux ? C'est en tout cas ce dont le ministre de l'Économie et des Finances a tenté mercredi de se convaincre et de convaincre les Français. A l'en croire en effet, « la croissance économique de notre pays devrait même atteindre environ 2,5 % en 2004, après 1,2 % en 2002 et 0,5 % en 2003 ». Or, si les experts observent bien une légère reprise en France, nombre d'entre eux soulignent d'une part que celle-ci ne crée pas ou peu d'emplois, et d'autre part

que sa poursuite est aujourd'hui largement hypothéquée par la flambée des cours du pétrole.

« Promettre, promettre toujours » : voilà ce que fait Nicolas Sarkozy, ironisait mercredi un François Hollande dont les amis politiques n'ont pourtant pas fait mieux et ont même surtout vidé les caisses lorsqu'ils étaient au gouvernement. Cependant, force est de constater qu'avec Sarkozy, la fin des malheurs est toujours pour demain. Ainsi en a-t-il été hier pour l'éradication de la

trimestre, (...) sa reprise devrait s'amplifier au second semestre ». L'inflation ? « Elle devrait refluer à partir de l'automne, dans l'hypothèse d'un repli progressif des prix des produits pétroliers... »

Commentant mercredi l'annonce faite par Bercy, Chirac devait déclarer, de son côté, que la reprise de la croissance permettait « de faire preuve d'un optimisme raisonnable ». Or, pronostiquer pour l'année en cours un taux de croissance de 2,5 %, au moment même où la flambée des prix

prises appellent à une attention particulière ».

En même temps, le début de reprise auquel on assiste aujourd'hui ne crée pas ou peu d'emplois. Beaucoup moins optimistes que Sarkozy, les experts ne prévoient d'ailleurs guère de retournement dans ce domaine avant 2005. Enfin, cette « reprise » s'appuie principalement sur une hausse de la consommation des ménages qui s'est faite en puisant largement dans l'épargne, comme l'a imprudemment demandé le ministre de l'Économie et